

Chronologie Mali

[Voyages](#) [Bibliographie](#) [Articles](#) [Chronologie](#) [Unesco](#) [Infos pratiques](#) [Météo](#) [Carte](#)

Recommander cette chronologie

Le Mali de Modibo Keita (1960-1968)

Modibo Keita a concentré sur sa personne les fonctions de président de la République et de ministre des Affaires étrangères, la vice-présidence étant exercée par Jean-Marie Koné. En **septembre 1960**, un accord est conclu avec Paris en vue du regroupement sur la base de Kati, près de Bamako, de diverses troupes françaises stationnées à Gao, Tombouctou, Kayes, Ségou et Nioro ainsi qu'en d'autres lieux du pays.

Novembre 1960 : Les États-Unis proposent leur aide au Mali et celui-ci conclut des accords de coopération avec Israël mais en signe également d'autres avec la Chine populaire et l'URSS.

Novembre 1960 : Incidents frontaliers entre le Mali et la Mauritanie. Les bonnes relations entretenues entre le Maroc et le Mali font soupçonner une volonté de démantèlement de la Mauritanie, immédiatement démentie par le gouvernement de Bamako.

Janvier 1961 : Le président se fait réinvestir dans sa charge par l'Assemblée nationale unanime. Le 20, il exige le départ du pays des troupes françaises, ce qu'il entend comme une manifestation de solidarité avec le FLN algérien. La base de Kati est évacuée en juin. En septembre, les dernières troupes françaises quittent le Mali.

Février 1961 : Le gouvernement de Bamako reconnaît le GPRA (Gouvernement provisoire de la révolution algérienne) ainsi que le gouvernement congolais installé à Stanleyville (Kisangani) par Antoine Gizenga.

Mars 1961 : Modibo Keita prononce à Ségou un discours dans lequel il annonce la mise en œuvre d'un programme socialisant.

Mars 1961 : Visite au Mali du maréchal Tito que Modibo Keita va rencontrer de nouveau en juin à Brioni.

Mai 1961 : Le Guinéen Sékou Touré, le Ghanéen N'Krumah et le Malien Modibo Keita créent une Union des États africains « progressistes ». Un sommet réunissant les trois chefs d'État se tient en décembre à Conakry pour dénoncer la situation dans l'ancien Congo belge. Ces trois pays vont créer, avec l'Égypte de Nasser et le Maroc de Mohammed V, le « groupe de Casablanca » qui soutient le FLN algérien et s'oppose aux essais nucléaires français réalisés dans le Sahara.

Juin 1961 : Début à Bamako de négociations franco-maliennes qui s'étendent sur trois semaines avant de reprendre à Paris en janvier de l'année suivante.

Été 1961 : Le gouvernement malien doit faire face à une importante **révolte des Touareg** de la région de l'Adrar des Ifoghas. Elle est vigoureusement réprimée au cours des mois qui suivent, avec le soutien du Maroc et de l'Algérie de Ben Bella à partir de 1962. Après avoir longtemps nié la réalité de cette dissidence, le gouvernement de Bamako annonce son écrasement complet en 1964.

Septembre 1961 : Le Mali participe, à Belgrade, à la Conférence des non-alignés.

Octobre 1961 : Lancement d'un premier plan quinquennal censé accélérer le rythme de développement du pays.

12 janvier 1962 : Ouverture à Paris de la suite des négociations franco-maliennes engagées en juin de l'année précédente. Mise en place d'une coopération économique, financière et culturelle entre les deux pays, confirmée par les accords conclus le 2 février.

Mai 1962 : Modibo Keita se rend en voyage officiel à Moscou et à Prague.

Juin 1962 : Le représentant de la Mauritanie à l'ONU dénonce les visées supposées du Mali et du Maroc sur son pays.

1962 : Intrônisation du premier évêque catholique malien, Monseigneur Luc-Auguste Sangaré.

Juillet 1962 : Le Mali sort de l'Union monétaire ouest-africaine et crée un franc malien ainsi qu'un institut d'émission. Ces mesures suscitent des inquiétudes quant à la valeur future de cette monnaie nouvelle et entraînent, le 20 juillet, d'importantes manifestations et l'arrestation de deux personnalités qui s'étaient prononcées auparavant contre la fédération soudano-sénégalaise, Hamadou Dicko et Fily Dabo Sissoko (ce dernier avait été ministre au temps de l'Union française). Ils sont accusés de tentative de coup d'État, condamnés à mort puis graciés mais ils mourront en détention en 1964 dans des circonstances demeurées obscures. Les conséquences de la création du franc malien se révèlent rapidement calamiteuses.

Septembre 1962 : VI^e Congrès de l'USRDA, le dernier avant la chute, en 1968, du régime de Modibo Keita. Institution de six commissaires politiques chargés de contrôler le parti et l'administration. Le mouvement de la Jeunesse soudanaise créé en 1959 est intégré au parti unique. Constitution par ailleurs d'une milice populaire, d'un service civique obligatoire et de brigades de vigilance chargées de l'encadrement et de la surveillance du pays, organismes dont l'action pèsera lourd ultérieurement dans la montée de l'impopularité du régime.

1962 : Une réforme de l'enseignement est censée aboutir à la « nécessaire décolonisation des mentalités ». Le régime accorde beaucoup d'importance à l'enseignement du fait du retard initial du pays (taux de scolarisation à 8 % en 1957 au Soudan français, contre 20 % au Sénégal, en Côte-

d'Ivoire ou au Dahomey). Modibo Keita insiste également sur l'importance d'une renaissance de la culture africaine, complément inséparable de l'accès à l'indépendance.

17 septembre 1962 : Un ministère de la Coordination économique et financière et du Plan est confié à Seydou Badian Kouyaté car les résultats ne correspondent pas aux espoirs formulés l'année précédente. Le Mali n'atteindra en effet jamais le taux de croissance de 8 % annuel qui était initialement attendu.

Janvier 1963 : Chou en Lai est reçu à Bamako, deux mois après la signature d'accords de coopération avec la Chine populaire.

24-28 janvier 1963 : Lors du congrès de l'Union nationale des travailleurs du Mali, Modibo Keita affirme que le syndicat unique doit désormais participer au développement du pays et placer au second plan les revendications jugées légitimes à l'époque coloniale. Pendant toute la durée du régime, le mouvement syndical apportera un soutien inconditionnel à Modibo Keita.

Février 1963 : Le président mauritanien Mokhtar Ould Daddah rencontre à Kayes Modibo Keita et conclut avec lui un accord qui met fin aux différends frontaliers opposant les deux pays.

Mai 1963 : Congrès fondateur de l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba. Modibo Keita se proclame résolument partisan de l'unité du continent mais insiste sur la nécessité de renforcer d'abord les diverses unités nationales et de respecter les frontières issues de la colonisation.

Juin 1963 : Une série d'accords signés à Bamako rétablit des relations normales entre le Mali et le Sénégal, trois ans après leur rupture. Les présidents Keita et Senghor se rencontrent à Kidira, ville frontière sur le cours de la Falémé.

29 octobre 1963 : Le Mali joue un rôle d'arbitre dans la sortie de la « guerre des sables » qui oppose le Maroc à l'Algérie. Modibo Keita réunit à Bamako Hassan II, Ben Bella et le négus Haïlé Sélassié d'Éthiopie et obtient des belligérants un cessez-le-feu qui entre immédiatement en vigueur.

Avril 1964 : Des élections législatives assurent la victoire sans surprise des 80 candidats de la liste unique présentée par le parti unique, l'Union soudanaise Rassemblement démocratique africain, ce qui n'empêche pas Modibo Keita de dénoncer, au mois d'août suivant, la menace de la « contre-révolution », ce qui semble indiquer que des forces d'opposition demeurent, même si elles ne bénéficient d'aucune représentation institutionnelle.

Septembre 1964 : Modibo Keita est reçu à Pékin.

Septembre 1964 : Pierre Pellen succède à Fernand Wibaux (qui avait été directeur de l'Office du Niger) comme chargé d'affaires français à Bamako. Malgré les accusations sans fondement lancées contre la France d'un soutien à la rébellion targaie, Modibo Keita n'en approuve pas moins la politique étrangère du général De Gaulle, notamment à l'égard du tiers monde.

Février 1965 : Nouvelles négociations financières franco-maliennes.

Mars 1965 : Le colonel Sékou Traoré, chef d'état-major de l'armée malienne, affirme son loyalisme. Le même mois, un Comité de défense de la révolution se constitue au sein du parti unique, ce qui semble indiquer qu'il connaît certaines tensions.

Avril 1965 : Le président tanzanien Julius Nyerere est reçu à Bamako.

Octobre 1965 : Visite en URSS de Modibo Keita.

Décembre 1965 : Le président sénégalais Léopold Sédar Senghor est reçu à Bamako et accueille ensuite Modibo Keita à Dakar en novembre 1966.

Décembre 1965 : Le Mali rompt ses relations diplomatiques avec Londres pour condamner l'attitude anglaise dans l'affaire de l'indépendance de la Rhodésie du Sud, proclamée unilatéralement par la minorité blanche de ce territoire.

3 janvier 1966 : En Haute-Volta voisine, le lieutenant-colonel Lamizana remplace Maurice Yameogo. Il impose en 1974 un parti unique mais rétablit le multipartisme en avril 1978. Lamizana est réélu mais renversé en novembre 1980 par le colonel Saye Zerbo. Renversé lui-même deux ans plus tard par J.B. Ouédraogo.

25 février 1966 : Un coup d'État renverse le dirigeant du Ghana Kwamé N'Krumah. Le putsch est condamné par le gouvernement malien.

1^{er} mars 1966 : Inquiètes des événements du Ghana, les autorités maliennes décident, lors de la réunion d'une conférence des cadres du Parti, la création d'un **Comité national de défense de la révolution**.

Septembre 1966 : Remaniement gouvernemental marqué par le départ du ministre de l'Intérieur Barema Bocoum. Il a pour but de calmer la guerre de clans qui se développe alors au sein du parti unique.

16 décembre 1966 : Inauguration du barrage de Sotuba sur le Niger. Il fait figure pour le régime de réalisation de prestige témoignant de la mise en œuvre de son projet « socialiste ».

1966 : Une mission du Fonds monétaire international établit un diagnostic inquiétant de l'économie malienne, écrasée par une lourde dette extérieure et plombée par un accroissement trop rapide des effectifs de la fonction publique.

1966-1968 : Le Mali fait partie, comme membre non permanent, du Conseil de sécurité de l'ONU.

15 février 1967 : Conclusion d'accords financiers avec la France, complétés le 19 décembre. Ils envisagent le retour du Mali dans l'Union monétaire ouest-africaine. Le franc malien sera dévalué de 50 % et le gouvernement de Bamako s'engage à limiter ses dépenses publiques. La France verse en contrepartie une importante aide budgétaire, accepte de consolider la dette malienne et garantit le nouveau franc malien. La Banque centrale du Mali est créée pour remplacer l'ancienne Banque de la république du Mali. Ces accords suscitent une profonde division au sein de la direction malienne. Alors que le ministre d'État Jean-Marie Koné et le ministre des Finances Louis Nègre leur sont favorables, la « gauche » du parti représentée par Mamadou Diarra leur est hostile.

5 mai 1967 : Dévaluation de 50 % du franc malien que le gouvernement français accepte de soutenir alors que le Fonds monétaire international consent un prêt important au gouvernement de Bamako.

26 mai 1967 : Un alphabet est adopté pour la transcription des langues bambara, fulbé, songhaï et tamasheq.

22 août 1967 : Proclamation de « l'an I de la révolution malienne » visant à l'épuration du parti et des instances de l'État. La jeunesse de l'USRDA et le syndicat UNTM sont en pointe pour revendiquer cette épuration. Des meetings populaires analogues à ceux de la révolution culturelle chinoise sont l'occasion de dénoncer des membres du Parti et de l'État suspectés de tiédeur révolutionnaire. Le Bureau politique national, jusque là instance suprême de décision, est dissous et ses pouvoirs sont transférés au Comité national de défense de la révolution.

22 janvier 1968 : Le président Keita dissout l'Assemblée nationale, un an avant la date normale de son renouvellement et décide de gouverner désormais par ordonnances.

Mars 1968 : Retour à la convertibilité du franc malien, comme prévu dans les accords passés en décembre 1967 avec la France.

7 mars 1968 : Modibo Keita s'en prend dans une circulaire aux « perroquets du marxisme » et dénonce « le charlatanisme révolutionnaire, le dogmatisme et le sectarisme ».

19-20 juin 1968. De graves incidents surviennent à Ouolossébougou. Des paysans mécontents refusent de verser les « contributions volontaires », de participer aux « travaux d'investissement humain » et de livrer du mil à l'OPAM, l'organisation qui avait le monopole de la commercialisation des produits agricoles. Certains sont arrêtés mais l'émeute se déclenche et les libère. Les heurts font deux morts et de nombreux blessés. L'épisode rend compte du mécontentement général et du développement d'une forte opposition populaire au régime.

22 août 1968 : Modibo Keita dissout le bureau politique du parti unique et donne la totalité du pouvoir aux hommes du Comité de défense de la révolution. La perspective d'un remaniement de l'appareil du parti unique est clairement évoquée.

Septembre 1968 : Le Comité de défense de la révolution appelle tous les cadres du parti unique à l'autocritique.

19 novembre 1968 : **Une junte militaire formée de quatorze officiers renverse Modibo Keita**. Le putsch a été préparé par le capitaine Yoro Diakhité, le capitaine Mamadou Cissoko et les lieutenants Youssouf Traoré, Kissima Dounkara et Moussa Traoré. Les auteurs du coup d'État font arrêter les leaders du parti unique et tentent initialement d'obtenir de Modibo Keita qu'il renonce à son programme « socialiste ». Devant son refus, un **Comité militaire de libération nationale présidé par Moussa Traoré est constitué**.

La radicalisation « socialiste » du régime, l'intention prêtée au président de substituer à l'armée des milices populaires et le mécontentement général qui a gagné une grande partie de la population expliquent le coup de force. Les difficultés économiques persistantes du pays en constituent aussi la toile de fond. La stagnation de la production agricole, conséquence d'une collectivisation malheureuse et d'une productivité insuffisante, le déficit budgétaire et celui de la balance commerciale, l'impossibilité de réaliser les objectifs du plan lancé en octobre 1961, l'isolement relatif de ce pays enclavé dépourvu de façade maritime qui était la conséquence de la rupture avec le Sénégal et de l'établissement du franc malien ont, depuis l'indépendance, fragilisé le Mali et engendré déceptions et mécontentements.

[Page précédente](#) [Page suivante](#)